

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

N° 317 du 03.02 au 08.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

#### Résistance

- 1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
- 2 Politique Israélienne
- 3 Politique internationale des territoires occupés
- 4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

#### Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 Pieces jointe

**Bachir Hadjadj : "Il n'y a dans le colonialisme aucune once d'humanité ni de civilisation."**

#### 6 Les brèves

6-1 Meïr Sheerit : "La force est le seul langage que l'on comprenne de l'autre côté".

6-2 Réduire l'approvisionnement en électricité de la bande de Gaza.

6-3 Salam Fayyad juge improbable un accord de paix en 2008.

6-4 Al-Qassam : L'occupation retarde l'opération d'échange des prisonniers.  
6-5 Hamas : Les services de sécurité d'Abbas pratiquent la torture contre nos cadres.  
6-6 Banque mondiale : le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord accusent un retard dans l'éducation.

## 7 Dossier

7-1 Point de vue de Ahmed Louffi : Les Palestiniens, nouveaux Peaux rouges.  
7-2 Point de vue de Convergence des Causes : Le camp de Gaza a pour enceinte le ciment de la collaboration.

## 8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

8-1 Waroquiez Dominique : Les généreux "donateurs".  
8-2 Patrick Braouezec, député français, interroge ministre des affaires étrangères et européennes de la France, sur la situation en Palestine.

---

---

03-02 au 08-02: Peuple Palestinien : 2 tués - 1

blesé

---

---

## Résistance

### Analyse

05-02

Le chef du conseil législatif par intérim Dr Ahmed Bahr a affirmé: "Celui qui pratique l'assassinat et commet des crimes contre les Palestiniens ne mérite que des représailles normales de résistance contre ses crimes perpétuels".

CPI

---

---

## 1 Politique Palestinienne

### 1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

04-02

Le Hamas a fortement condamné la campagne d'agression sauvage, continue et programmée contre la ville occupée d'Al-Qods et ses habitants qui vise l'extermination des Palestiniens, tout en affirmant qu'Al-Qods est une partie essentielle de la Palestine et un lieu sacré pour tous les Musulmans.

CPI

04-02

Les habitants du village d'Oum Taba, au sud de la ville d'Al-Qods, ont été surpris par le nouveau pas dangereux de l'occupation qui a décidé de détruire la mosquée d'Al-Omari, sous prétexte qu'elle a été construite sans autorisation.

CPI

---

---

### 1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

04-02

La direction des prisons de l'occupation a empêché un comité médical de rendre visite au blessé palestinien Djamel Abdel Salem Abou Al-Hayejaa, l'un des dirigeants du Hamas, habitant du camp de Jénine, sous des prétextes sécuritaires.

CPI

---

---

## 2 Politique Israélienne

## 2-2 Des Canons ... pas du beurre.

07-02

"Nous devons continuer à mener des frappes de plus en plus fortes tant qu'ils poursuivront leurs tirs. La force est le seul langage que l'on comprenne de l'autre côté de la clôture de sécurité", a pour sa part déclaré le ministre sioniste de l'Intérieur Meïr Sheerit.

(AFP)

08-02

Les dirigeants du Hamas dans la ligne de mire d'Israël. : Israël s'apprêterait à éliminer la direction politique du Hamas.

Des hauts responsables israéliens « Si les tirs de roquettes Kassam en provenance de Gaza continuaient et s'intensifiaient, le gouvernement décidera de franchir un nouveau pas dans la guerre contre les organisations terroristes: l'élimination physique de ces dirigeants.

CPI

---

---

## 3 Politique Internationale des territoires occupés

### Le Monde

#### 1 Usa (le parrain)

07-02

Le gouvernement américain doit évaluer prochainement si Palestiniens et Israéliens remplissent leurs obligations.

Le président George Bush a fixé comme objectif lors de la conférence de paix d'Annapolis, en novembre dernier, la conclusion d'un accord sur la création d'un Etat palestinien avant son départ de la Maison blanche en janvier 2009.

Reuters

---

---

#### 5 Quartette (composé des États-unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies)

07-02

"Je crois qu'il est important de reconnaître que ce qui s'est passé ici à Naplouse ces derniers mois est précisément ce que prévoyait la phase 1 de la feuille de route",

L'Autorité palestinienne est en train de répondre aux exigences de la "feuille de route" du Quartet international sur le Proche-Orient, Blair.

Il faisait allusion aux saisies d'armes et aux arrestations opérées par 'l'Autorité palestinienne' dans la région depuis l'an dernier.

Blair a appelé les Israéliens, à réduire (...) les entraves à la libre circulation des Palestiniens et au commerce en Cisjordanie, comme prévu par la feuille de route signée en 2003.

Fin janvier à Davos, Blair a dit croire qu'un tel accord pouvait être conclu d'ici la fin de l'année.

Le Quartet rassemble les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies.

Adam Entous, version française Jean Décotte

La feuille de route impose à Israël de mettre fin à la colonisation dans les territoires palestiniens et de démanteler les implantations "sauvages" en Cisjordanie.

Reuters

---

---

## Les institutions et leurs satellites

### 3- Organisations Mondiales & régionales

04-02

Cinq camions ont acheminé du papier pour les manuels de classe de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a annoncé la porte-parole du Secrétaire général, Michèle Montas, lors de son point de presse quotidien, au siège de l'ONU, à New York.

En réponse à une question des journalistes, la porte-parole a précisé que les manuels de classe de l'UNRWA utilisés à Gaza et en Cisjordanie avaient été vérifiés par un panel d'universitaires présidé par Nathan Brown, de la George Washington University, qui attestait de l'absence de « références antisémites et anti-israéliennes manifestes

Centre de nouvelles ONU

---

---

## 4 La lutte pour la libération dans les territoires occupé

### Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

04-02

Une unité des forces spéciales a envahi le village de Kabatya, près de Djénine, a dit un porte-parole militaire. (un secteur très fréquemment utilisé par les militants palestiniens pour tirer sur les points de passage de Kerem Shalom et de Soufa. AP)

Les soldats de l'armée d'occupation ont tué Ammar Zakarneh, 20 ans et Ahmad Abou Zeid, 22 ans deux résistants. Un troisième résistant a été grièvement blessé, ont ajouté les sources.

(Al-Oufok avec les agences de presse)

(©AFP / 04 février 2008 09h04 & Afp)

---

### 4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000

Civils & résistants tués	: 5.954
Palestiniens blessés	: 52.120
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275
2-2 <u>Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.126 ( 355 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.364 ( 435 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

---

## 6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

### 6-1 Meïr Sheerit : "La force est le seul langage que l'on comprenne de l'autre côté".

a) Sept Palestiniens, dont six résistants, ont été tués jeudi dans des attaques de l'armée d'occupation qui maintient la pression sur Gaza.

Cinq résistants du Hamas et un sixième au Jihad islamique ont péri dans des raids aériens alors qu'un enseignant a été tué par un obus de char dans son école, a-t-on indiqué de sources médicales.

b) Human Rights Watch (HRW), basé à New York, a affirmé jeudi que les réductions des quantités de carburants et d'électricité fournis à Gaza constituaient une "punition collective" contre le territoire d'1,5 million d'habitants.

Selon l'organisation, les sanctions ont eu "un grave impact sur les hôpitaux de Gaza, les stations de pompage d'eau, le réseau de traitement des eaux usées et d'autres infrastructures essentielles pour le bien-être de la population de Gaza".

Mahmoud Abbas a offert jeudi d'intervenir pour favoriser un cessez-le-feu mettant fin au cycle des violences à Gaza, où sept Palestiniens ont été tués par l'armée d'occupation, mais le Hamas a rejeté son initiative. "Le président Abbas est prêt à travailler en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu avec Israël dans la bande de Gaza pour mettre fin au massacre quotidien dont le peuple palestinien est victime", a déclaré son porte-parole, Nabil Abou Roudeina.

Il n'a pas précisé si M. Abbas, basé à Ramallah, en Cisjordanie, était prêt à parler directement au Hamas, qui a chassé par la force l'Autorité palestinienne du pouvoir à Gaza en juin.

Selon M. Abou Roudeina, M. Abbas est aussi "prêt à prendre immédiatement le contrôle des points de passage de la bande de Gaza", tenus fermés quasiment en permanence par l'autorité d'occupation depuis l'arrivée du Hamas au pouvoir.

Le Hamas a promptement rejeté l'offre. "Il est clair que la proposition du président Abbas est une tentative de chantage contre le peuple palestinien qu'il a laissé se faire massacrer", a déclaré à l'AFP le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum.

Un porte-parole du gouvernement de l'autorité d'occupation, Avi Pazner, interrogé sur l'offre de M. Abbas, a affirmé qu'Israël "n'a pas été approché à ce sujet". "Mais la chose la plus simple est que le Hamas cesse ses attaques contre Israël et nous n'aurons pas à prendre des mesures pour y répondre", a-t-il ajouté.

En dépit des attaques des forces d'occupation, des résistants ont tiré de nouvelles roquettes artisanales jeudi sur le sud d'Israël, faisant deux blessés légers, selon de sources militaires. Le Hamas a revendiqué quatorze tirs.

L'autorité d'occupation a renforcé les restrictions sur la bande de Gaza en y imposant le 17 janvier un blocus, qui s'est notamment traduit par une baisse des fournitures de carburants et de courant électrique. Une réduction supplémentaire de l'électricité vendue à Gaza par l'autorité d'occupation a été appliquée jeudi, selon des organisations israéliennes de défense des droits de l'Homme.

"Si les tirs de roquettes continuent, nous renforcerons nos opérations jusqu'à ce qu'ils cessent", a prévenu Ehud Barak.

Selon lui "le recours parallèle à des opérations militaires et à des sanctions finira par faire cesser les tirs de roquettes". "Nous devons continuer à mener des frappes de plus en plus fortes tant qu'ils poursuivront leurs tirs. La force est le seul langage que l'on comprenne de l'autre côté de la clôture de sécurité", a pour sa part déclaré le ministre de l'Intérieur de l'autorité d'occupation Meir Sheerit.

Afp

---

## 6-2 Réduire l'approvisionnement en électricité de la bande de Gaza.

L'autorité d'occupation a fait savoir qu'elle avait commencé à réduire l'approvisionnement en électricité de la bande de Gaza, vendredi, dans le cadre d'un plan consistant à couper ses liens économiques avec le territoire côtier.

Elle ne cesse d'accroître sa pression sur la bande de Gaza. Nombreux reprochent à l'autorité d'occupation d'infliger une "punition collective" à la population de Gaza en renforçant son blocus.

Le mois dernier, elle avait suspendu l'approvisionnement en carburant de la principale centrale électrique de Gaza, entraînant des coupures de courant.

"Nous tentons de réduire la dépendance vis-à-vis d'Israël de la bande de Gaza, dans de nombreux domaines (...), la Haute cour a jugé que nous agissions de manière correcte et appropriée", a déclaré son vice-ministre de la Défense Matan Vilnai.

Un porte-parole de Vilnai a dit que l'autorité d'occupation réduirait de moins d'un mégawatt l'approvisionnement en électricité de l'une des dix lignes haute tension avant la fin de la journée de vendredi. Elle compte réduire en tout le courant de cinq pour cent, sur 124 mégawatts qu'il fournit à Gaza.

"Ce n'est pas une punition (...), nous nous sommes séparés d'eux en retirant nos forces et nos colons et maintenant nous voulons qu'ils commencent à se débrouiller tout seuls, ils ont leur propre centrale électrique, ils reçoivent de l'électricité de l'Egypte, nous voulons qu'ils cessent (...) de dépendre d'Israël", a expliqué un porte-parole, Eitan Ginsburg.

Radio Israël a rapporté jeudi soir que la réduction de l'approvisionnement en électricité avait déjà commencé.

Ginsburg a précisé qu'en plus des 124 mégawatts fournis par l'autorité d'occupation, une centrale électrique à Gaza produisait 64 mégawatts et que l'Egypte fournissait 17 mégawatts.

Prié de commenter l'information, un porte-parole du département d'Etat américain, Tom Casey, a dit ne pas être au courant de la décision israélienne. "Nous comprenons le droit d'Israël à se défendre, mais nous ne pensons pas qu'il faille prendre des mesures qui puissent aggraver la situation humanitaire de la population civile à Gaza", a-t-il ajouté.

Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu a déploré le mois dernier les "graves violations" commises selon lui par l'autorité d'occupation à Gaza et exigé la levée du blocus israélien. L'Union européenne a comparé ce blocus à une "punition collective" contre les Gazaouis

*(Vendredi 08 février 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

08-02

---

## 6-3 Salam Fayyad juge improbable un accord de paix en 2008.

Salam Fayyad a déclaré jeudi soir qu'un accord de paix durable avec Israël était peu probable en 2008 malgré les efforts diplomatiques accrus déployés en vue d'un règlement du conflit.

"Je ne crois pas, cependant, que la résolution définitive (...) sera achevée au cours de cette année. Je ne crois pas cela probable", a déclaré Fayyad dans une interview accordée à Reuters en marge d'une visite privée au Texas.

Fayyad estime que l'absence de progrès enregistrés depuis sur les questions des colonies juives et des incursions militaires israéliennes en Cisjordanie sont les principaux obstacles à la mise en oeuvre de la "feuille de route" vers la paix et l'avènement d'un Etat palestinien.

"La 'piste court-terme' ne progresse pas aussi bien que cela serait nécessaire pour le processus politique, pour les négociations. En particulier l'absence d'un engagement suffisamment ferme pour ce qui est des colonies (israéliennes)", a-t-il souligné.

Interrogé sur les critiques israéliennes à l'égard de l'Autorité palestinienne et de ses propres engagements en matière de lutte contre les violences armées, Fayyad a répondu que les opérations militaires israéliennes dans

des villes cisjordaniennes comme Naplouse entravaient précisément l'action de l'administration de Mahmoud Abbas pour établir l'ordre.

"Nos efforts sont sapés, notre crédibilité est sapée, en particulier dans les zones où nous avons progressé", a-t-il déploré.

Mais Fayyad a ajouté que les groupes armés liés au Hamas, compliquaient également la tâche de son gouvernement.

Prié de dire s'il souhaitait leur désarmement, il a répondu : "Oui, bien sûr. Toutes les milices. Le Hamas et tous les autres."

*(Vendredi 08 février 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

---

#### 6-4 Al-Qassam : L'occupation retarde l'opération d'échange des prisonniers.

Le porte-parole des brigades d'Al-Qassam, la branche militaire du mouvement de la résistance islamique (Hamas), Abou Obeida, a affirmé que le Hamas est prêt pour réaliser l'opération d'échange des prisonniers si l'occupation s'engagerait aux conditions et demandes des factions de la résistance.

Dans une déclaration de presse, Abou Obeida a dit, hier dimanche 3/2, que l'occupation lance des allégations pour tromper l'opinion internationale en disant que le mouvement du Hamas ne veut pas réaliser l'opération d'échange de prisonniers avec l'occupant.

Il a accusé l'Etat de l'occupation de fuir ses engagements et de négliger les conditions des factions de la résistance palestinienne pour réaliser l'opération d'échange, en soulignant que les brigades d'Al-Qassam s'attachent à ces conditions pour fermer ce dossier.

Abou Obeida a ajouté : "Nous avons présenté de grandes sacrifices pour cette question, en conséquence, nous n'exécuterons pas cette opération gratuitement et nous n'allons pas revenir sur nos demandes", en indiquant que les négociations sont arrêtées depuis longtemps.

Il a démenti que le dossier du soldat Gilad Shalit a été discuté lors des négociations de la délégation du Hamas avec la direction égyptienne au Caire, en soulignant que l'occupation doit répondre aux conditions de la résistance pour que cette opération soit réalisée.

On note que trois factions de la résistance palestinienne ont capturé le soldat israélien Gilad Shalit.

Ces factions palestiniennes ont demandé à l'occupation de libérer des centaines de captifs et de captives, ainsi que des enfants et des malades dans les prisons de l'entité sioniste.

CPI

03-02

---

#### 6-5 Hamas : Les services de sécurité d'Abbas pratiquent la torture contre nos cadres.

Le Hamas a refusé les appels de certains de ses membres à Naplouse à donner leurs armes aux services de sécurité qui appartiennent au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, en accusant ces services de pratiquer l'extorsion politique contre nos cadres dans leurs prisons à travers la torture.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Sami Abou Zouhri a condamné l'utilisation de ces moyens par l'autorité palestinienne dans sa guerre contre le Hamas, en disant que les déclarations diffusées par la télévision de l'autorité par certains cadres du Hamas emprisonnés dans les prisons des services de sécurité représentent les moyens utilisés par les services de sécurité d'Abbas qui mettent la pression sur les cadres captifs du Hamas, leur promettant de les libérer en échange de ces mesures et de ces déclarations qui s'opposent au mouvement du Hamas et à sa position politique.

Dans un communiqué de presse, Abou Zouhri a que les armes de la résistance prennent en cible l'occupation seulement et que toutes les tentatives de désarmer la résistance palestinienne ont échoué, et que la résistance est continue.

Il a dit également que l'autorité à Ramallah doit comprendre la leçon de l'opération de Dimona qui a affirmé que la résistance est le choix du peuple palestinien.

Abou Zouhri a souligné que les déclarations de Moussa Al-Kharz, et ses campagnes qui ont appelé à la remise des armes des résistants aux services de sécurité d'Abbas pour créer les atmosphères du dialogue, ne représentent pas la position du Hamas, et qu'il croit que ces déclarations ont été effectuées sous les tortures et les pressions.

Dans le même contexte, le mouvement du Hamas en Cisjordanie a affirmé qu'on doit prendre des positions officielles à travers les titres officiels comme le bureau politique et les porte-parole.

Il a ajouté que ces déclarations sont venues dans le cadre de la riposte aux extorsions et aux pressions pratiquées contre les cadres du mouvement du Hamas en Cisjordanie par les services de sécurité d'Abbas.

CPI-

05-02

---

#### 6-6 Banque mondiale : le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord accusent un retard dans l'éducation.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) ont fait d'importants progrès dans la réforme de leurs systèmes éducatifs en vue de développer l'accès à tous les niveaux de l'éducation et de réduire l'écart entre garçons et filles, mais cela reste insuffisant pour obtenir des répercussions au niveau économique, affirme aujourd'hui un rapport de la Banque mondiale.

L'impact de l'éducation sur la croissance économique est resté faible et il existe encore un important décalage entre l'éducation et l'emploi », affirme un nouveau rapport de la Banque mondiale intitulé « Un parcours non encore achevé ? La réforme de l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ».

« La qualité de l'enseignement dans la région n'a pas suivi l'évolution des besoins de l'économie. Les systèmes éducatifs ne permettent pas suffisamment aux filles et aux garçons de développer des capacités d'analyse, de résolution de problèmes, de réflexion critique et de création. Aujourd'hui, il importe d'accorder à ces compétences au moins autant d'importance, sinon plus, qu'aux taux d'analphabétisme et de scolarisation », affirme Marwan Muasher, vice-président senior de la Banque mondiale chargé des Affaires extérieures, dans un communiqué publié hier à Amman.

Selon le rapport, les pays de la région doivent progresser dans trois domaines, à savoir : passer d'une ingénierie des intrants (bâtiments, matériel) à des résultats et partenariats avec d'autres acteurs ; passer du contrôle hiérarchique à un dispositif d'incitations pour encourager les prestataires de services éducatifs à être plus performants et réactifs ; et passer de la responsabilité envers l'État à la responsabilité envers le public afin de s'assurer que l'éducation, en tant que bien collectif, touche le plus grand nombre de citoyens.

« Il y a un consensus général sur l'importance de l'éducation dans l'émergence d'opportunités pour la jeunesse dans la région MENA, » a déclaré Daniela Gressani, vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

« Il y a aussi un engagement politique certain en faveur d'une éducation mieux adaptée aux besoins de l'économie. La réforme de l'éducation est urgente pour relever le défi du chômage et de la mondialisation », a-t-elle poursuivi.

Pour finir, le rapport signale que chaque pays devra définir son propre nouveau parcours de réformes.

« Le point de départ dépendra des progrès déjà obtenus. Ce parcours devra être fait d'un nouvel ensemble de mesures d'ingénierie, d'incitations et de responsabilité publique, mais sa configuration exacte sera différente dans chaque pays » conclut Michal Rutkowski, Directeur sectoriel du Département du développement humain pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

*Centre de nouvelles ONU*

---

---

## 7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **7-1 Point de vue de Ahmed Loufi : Les Palestiniens, nouveaux Peaux rouges.**

Gaza. Les développements actuels où l'Etat juif tente de réinstaller les Palestiniens hors de Palestine justifient les pires appréhensions.

Témoignages.

La déclaration Balfour de 1917 accordait la promesse de la création d'un foyer juif en Palestine. Inutile de rappeler que ce fut à l'origine de la création de l'Etat d'Israël au détriment des Palestiniens. Depuis 1948 jusqu'à présent, la situation de ces derniers ne fait que s'empirer, perdant au fil des années, des crises et des conflits, des parties des territoires qui leur restaient jusqu'à l'heure actuelle où l'on cherche à les cantonner coûte que coûte n'importe où et à les faire disparaître. L'Occident, les Etats-Unis en l'occurrence, se prête à ce jeu de dénégation ou d'aveuglement. En fait, on voudrait bien leur faire subir le sort de la majorité noire en Afrique du Sud sous l'apartheid ou même celui des Peaux rouges d'Amérique devenus presque des créatures de musée. Le poète palestinien Mahmoud Darwich l'a bien ressenti dans son poème Discours de l'indien rouge. « Ainsi, nous sommes qui nous sommes dans le Mississippi. Et les reliques d'hier nous échoient. Mais la couleur du ciel a changé et la mer à l'Est a changé. Ô maître des Blancs, seigneur des chevaux, que requiers-tu de ceux qui partent aux arbres de la nuit. Elevée est notre âme et sacrés sont les pâturages. Et les étoiles sont mots qui illuminent ... Scrute-les. Tu y liras notre histoire entière. Ici, nous naquîmes et sous peu nous renaîtrons dans les nuages au bord du littoral azuré », (Traduction d'Elias Sanbar, Revue d'études palestiniennes, numéro 46, hiver 1993).

Ce maître blanc qui régimente la région a-t-il eu le moindre sentiment humain à l'égard de ces nouveaux Peaux rouges ? Que leur faut-il ? « Il vous manquera, ô Blancs, le souvenir du départ de la Méditerranée et vous manquera la solitude de l'éternité dans une forêt qui ne débouche point sur un abîme, et la sagesse des brisures. Et il vous manquera une défaite dans les guerres ... ».

Cette assimilation des Palestiniens aux Indiens d'Amérique n'est pas simplement une image littéraire.

L'Amérique n'est-elle pas impliquée dans toutes sortes de partages et de compromis ethniques en Iraq ? Ne veille-t-elle pas à remodeler la carte du Moyen-Orient où prédominerait Israël et tous les autres deviendraient des vassaux ? Les Palestiniens qui sont déjà les premiers sacrifiés ne devront espérer que des bantoustans ou des réserves.

Cette poésie est un reflet du réel et l'imaginaire n'y joue aucun rôle. Ce témoignage publié dans Revue d'études palestiniennes, 2007, est bien significatif : « Il y a des conséquences réelles lorsqu'on est apatride et faible. Pendant deux ans, j'ai été incapable de rentrer chez moi à Gaza. En 2006, j'ai été bloquée dans le Sinaï

avec mes deux petits enfants, incapables de franchir la frontière fermée entre l'Égypte et la bande de Gaza. C'est peut-être de la folie de vouloir entrer dans cette prison, mais c'est là où vivent ma famille et mes proches. J'ai finalement abandonné. L'été dernier, j'ai essayé et échoué.

Pourtant, ma destination finale n'est pas Khan Younis, mais Beit Daras. C'est fondamentalement injuste — même après toutes ces années — que le monde se tienne aux côtés et approuve la décision prise par Israël d'exproprier les terres de ma famille.

Et c'est fondamentalement raciste de penser que je pourrais poser une menace pour Israël si je devais revenir dans le village de ma famille (ce que je ferais si j'en avais l'option). La notion d'un Etat juif qui doit toujours conserver un caractère juif — de sorte que les personnes d'autres origines ethniques ne puissent pas vivre dans leurs foyers ancestraux et que les groupes de minorités soient traités comme des citoyens de seconde classe — est effroyablement similaire à la situation de l'apartheid en Afrique du Sud, où les différents groupes ethniques étaient traités de façon inégale en vertu de la loi.

Si les Noirs et les Blancs d'Afrique du Sud ont pu résoudre leurs divergences sur la base de l'égalité, pourquoi est-il inopportun d'insister sur le fait que les Israéliens et les Palestiniens fassent la même chose ?

Assurément, tous les concepts modernes de la justice et de l'égalité devraient décrire un système qui place les juifs au-dessus des Palestiniens.

Ces deux peuples ont énormément souffert au cours des dernières décennies. Cependant, une solution ne viendra pas par les puissants qui dictent les règles aux faibles, mais par une insistance sur l'égalité entre les deux peuples ». Son auteure est Ghada Ageel, une réfugiée palestinienne de troisième génération. Elle a grandi dans le camp de réfugiés de Khan Younis dans la bande de Gaza et elle enseigne aux Etats-Unis.

Racisme et dénégation. Darwich le dit bien :

« Je suis l'une des voix de la fin

Je me jette de mon cheval au dernier hiver

Je suis l'ultime soupir de l'Arabe ».

**Mahmoud Darwich**

Mercredi 6 février 2008

Source : Al-Ahram hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

---

## 7-2 Point de vue de Convergence des Causes : Le camp de Gaza a pour enceinte le ciment de la collaboration.

Le rabbin en chef Yona Metzger, l'autorité religieuse suprême en Israël nommé à cette fonction en 2003 pour 10 ans, vient de suggérer au Premier ministre de l'état sioniste le transfert des Palestiniens emprisonnés à Gaza dans une ville à construire dans le désert du Sinaï. À condition que les Palestiniens renoncent à la ville de Jérusalem puisque les Musulmans disposent déjà de deux villes saintes, les technologies d'urbanisme employées dans l'Arizona pourraient aider à la réalisation de ce type de solution finale au problème de la colonisation de la Palestine.

L'idée jugée opportune et non saugrenue a été reprise par l'entité américanosioniste qui l'a d'abord soumise à l'Égypte qui avait été payée pour la déclaration de « sa » paix séparée avec Israël en 1979 par la restitution du Sinaï.

Dans le packaging de la 'solution ' inspirée par Metzger, l'Égypte permettrait la création de nouveaux camps pour 800 000 Palestiniens de Gaza au Sinaï et bénéficierait du contrôle sur Gaza en collaboration avec les US(a).

Moubarak ne peut que refuser , non pas ici que le Droit au Retour, inaliénable, des Palestiniens soit de nouveau nié, mais que des réfugiés remuants car bien trempés dans la lutte et peu enclins à l'intimidation, ne viennent donner des idées de formes de résistance à son régime dictatorial. La visite récente pour la première fois depuis l'institution de la République Islamique d'Iran d'une délégation iranienne au Caire est un signe sans conteste de la prise en compte du déclin annoncé de l'Empire, au travers de ses échecs militaires en Afghanistan et Irak, de ses insuccès économiques et son glissement derrière la Chine comme puissance économique désormais en voie de « périphérisation ». Non seulement de nombreuses places financières abandonnent le dollar US comme monnaie d'échange universelle mais pis encore, le papier vert est de plus en plus évité comme réserve car là où il est déposé, il fond.

La Bourse du Pétrole et du Gaz iranienne depuis longtemps annoncé va ouvrir ses portes pour les 10 jours anniversaires de la Révolution islamique de début février à Kish et les échanges n'y seront pas libellés en dollar US .

Le Hamas est devenu incontournable dans tout processus qui concerne la Palestine et son droit à exister. Dans ce que les Medias s'obstinent à appeler « prison à ciel ouvert » pour ne pas avoir recours au seul terme juste qui convienne à la situation de Gaza, camp de concentration, les représentants du Hamas refusent que la frontière de Rafah soit de nouveau sous contrôle de leur geôlier sioniste. Ils veulent bien en assurer la gestion avec le Fatah et les douanes égyptiennes, avec l'aide éventuelle d'observateurs européens mais il faudra pour cela que le mandataire de la colonisation américanosioniste à Ramallah enfreigne les ordres de ses maîtres. Le Hamas veut rompre tout lien économique et commercial avec l'entité coloniale qui a toute latitude d'exercer des punitions collectives en coupant à volonté électricité, eau et denrées de première nécessité. Le moindre des paradoxes est que le pétrole qui coule à flot depuis les puits arabes juste voisins (et musulmans et frères et amis) ne parviennent pas à la centrale qui alimente plus de la moitié de la bande de Gaza.



Les Palestiniens ont éprouvé qu'eux seuls ont entre leurs mains leur Libération, au-delà de toutes les solidarités vraies ou fausses qui leur sont témoignées.

Ils ont aussi éprouvé combien les murs de leur camp de concentration sont fragiles et à la portée de quelques pétards qui les abattent avec une facilité déconcertante.

Ils sont en train d'éprouver aussi que, tout comme les Juifs durant le génocide perpétré par les Européens chrétiens et néanmoins nazis qui furent dépêchés à la mort avec la complicité des chefs de leurs communautés, les collaborateurs sont les instruments indispensables de leur oppression.

Convergence des Causes

5 février 2008

---

## 8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 8-1 Waroquiez Dominique : Les généreux "donateurs."

Si vous voulez quelques chiffres illustrant l'usage la problématique de l'endettement du peuple palestinien : il suffit d'aller sur [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org), vous cliquez sur le bulletin numéro 32 du CADTM France (janvier-février 2008)... Voilà . Rien de neuf du côté des créanciers, sauf qu'ici on endette le peuple avant qu'il n'aie même un Etat ... Ben voyons ... (et certains parlent encore d'aide ! Je comprends la rage de l'auteur du texte ) .

Concernant le plan du gouvernement japonais pour la Vallée du Jourdain (réactivation du vieux projet Corridor de la Paix): voir aussi Stop the Wal

Dominique

---

### 8-2 Patrick Braouezec, député français, interroge ministre des affaires étrangères et européennes de la France, sur la situation en Palestine.

Question n° 02-14501

Lors de la conférence des donateurs en décembre dernier, le Président de la République a prononcé des mots forts quant au cadre devant permettre une paix juste et durable pour que le peuple palestinien se trouve "doté d'un Etat souverain sur son territoire et ses ressources, contrôlant ses frontières, disposant d'une continuité entre Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est". Ce cadre concerne « les paramètres d'un règlement final qui sont connus : les résolutions des Nations unies, le principe de l'échange de la terre contre la paix". L'application de ces paramètres ne peut se faire sans la volonté de l'ensemble des membres de la communauté internationale. Au regard des résolutions de l'ONU ou du Conseil de Sécurité, ou de l'Assemblée générale ou du Conseil des droits de l'homme, il est indéniable que la France a un rôle à assumer : le premier étant de respecter et de faire respecter les normes impératives du droit international ; et a en outre "l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire", - propos de la Cour de Justice en 2004.

Or, force est de constater qu'au moment du vote d'une résolution demandant la fin des incursions, lors de la 6e session spéciale du Conseil des droits de l'homme, la France s'est abstenue en s'alignant sur les positions de l'Union européenne. Son représentant a précisé que cela tenait au fait que la résolution était partielle puisqu'elle ne mentionnait que les civils palestiniens, alors que les civils israéliens, souffrent, également, des envois de roquettes.

Dans l'intervention du représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, celui-ci a déploré « les attaques terroristes de roquettes contre Israël qui ont très sensiblement augmenté" et a précisé que la France "appelle(...) avec la plus grande fermeté à la cessation des tirs de roquette (...) qui menacent (...) les civils habitant le sud d'Israël".

Ces deux positions semblent oublier un élément d'importance et rappelé par la Cour de justice : "l'Etat d'Israël est une puissance occupante". Le peuple palestinien est maintenu sous occupation depuis plus de 40 ans, victime d'attentats ciblés, d'emprisonnement arbitraire, de vol de ses terres et de destruction des maisons, du pillage de ses ressources, privé de son droit à la vie, à la santé, à l'éducation, à la liberté de circulation.

Aujourd'hui même, la Bande de Gaza et sa population sont maintenues sous un embargo indigne d'une communauté internationale qui revendique le respect des droits humains.

En conclusion, il aimerait savoir ce que le gouvernement compte faire pour que la politique étrangère de la France soit en congruence avec les propos du Président et qu'elle se traduise par des actions menées au regard de l'obligation de la France "de respecter et de faire respecter par Israël le droit international humanitaire".

Gaza : 60% des centres de soins fermés ou en activités réduites 1/4 des médicaments essentiels non disponibles

Paris, le 22 janvier 2008

Hier soir, Israël a desserré le blocus total imposé à Gaza depuis 5 jours pour permettre l'entrée de quantités limitées de carburants. Un allègement qui ne suffira pas à sortir la bande de Gaza de son isolement, conséquence d'un blocus de plus de 6 mois.

Le 17 janvier, le gouvernement israélien instaurait un blocus total de la bande de Gaza plongeant ainsi la moitié de la population dans le noir du fait de l'arrêt de la principale centrale électrique alimentant la ville de

Gaza. Selon Bruno Vinay, coordinateur de MdM sur le terrain « l'effet de ce blocus a été immédiat : dans les trois jours, 32 des 56 centres de soins de santé primaire de la bande de Gaza ont réduit leurs activités voire fermé (absence du personnel faute de transport et fermetures des laboratoires par manque de générateur ou de réserve de fuel) ». L'état d'urgence était également instauré au sein de l'hôpital Shiffa et de l'hôpital Européen, deux hôpitaux publics dans lesquels Médecins du Monde intervient depuis 2002 et 2006. Faute de générateurs suffisamment puissants, ces hôpitaux publics ont dès le 19 janvier cessé d'alimenter en électricité l'ensemble de leurs services, à l'exception de l'unité de soins intensifs et de la maternité. Enfin, par manque d'électricité pour alimenter les pompes, la plupart des habitants de Gaza étaient privés d'eaux.

Devant les critiques internationales, Israël a autorisé aujourd'hui la livraison de 360.000 litres de mazout destinés à la centrale du territoire palestinien. Des camions-citernes ont également acheminé 80 tonnes de gaz domestique et 60.000 litres de diesel. « Cet approvisionnement ne nous permettra de tenir que 2 jours et la question se posera à nouveau dès jeudi » estime Bruno Vinay. « Le blocus total de Gaza imposé depuis cinq jours, à la suite d'une multiplication des tirs de roquettes contre le sud d'Israël, n'a fait qu'empirer une situation qui existe depuis 6 mois » précise-t-il.

### **Ruptures de soins**

Les restrictions de mouvements imposées aux Gazaouis par les autorités israéliennes perturbent la prise en charge des patients hors de la bande de Gaza. Les hôpitaux de Gaza n'étant pas équipés pour traiter les maladies lourdes nécessitant par exemple une chimiothérapie ou de la chirurgie spécialisée (pédiatrique ou neurologique), les patients affectés par ces pathologies étaient auparavant référés vers des hôpitaux de Jérusalem Est ou de Haïfa. Bien que la fermeture des points de passage exclut officiellement ces cas qualifiés de « médicaux », les faits montrent que depuis Juin 2007, **713 patients affectés d'une maladie grave se sont vus refuser le droit de sortir de Gaza** (sur 4000 demandes) [1] et cela sans motif particulier. **A ce jour, 62 de ces patients sont décédés des suites de leur non traitement.**

?? En janvier 2008, **parmi la liste des 416 médicaments dits « essentiels », 105 sont totalement inaccessibles à Gaza.** En décembre 2007, ce nombre s'élevait à 85. Les ruptures de stock concernent majoritairement des antibiotiques, les produits anesthésiques, des psychotropes, ainsi que les médicaments de traitements des maladies chroniques (diabète, maladie cardio-vasculaire ...)

**Dans les hôpitaux publics**, les tests en laboratoires, principalement les tests de diabète, ont quasiment été arrêtés du fait de l'inaccessibilité des produits de base tels que les agents réactifs. Par ailleurs, depuis novembre 2007, l'hôpital Shiffa n'est plus en mesure d'effectuer la moindre radiothérapie. L'hôpital Aqsa avait également dû interrompre ses opérations chirurgicales faute de trouver à Gaza les pièces nécessaires à la réparation de leur machine anesthésique (ce problème a été résolu fin novembre). Enfin, la réduction de l'approvisionnement en fuel contraint l'hôpital Shiffa, le principal hôpital de référence de la bande de Gaza, à suspendre régulièrement le fonctionnement de sa laverie,

?? générant d'importants risques d'infections dus au manque d'hygiène.

?? **Les centres de santé primaire**, sont les plus affectés par cette situation. Les difficultés d'approvisionnement les ont conduits à interrompre des services aussi élémentaires que le planning familial, les vaccinations ou le traitement des maladies chroniques.

Médecins du Monde alerte depuis plusieurs mois sur l'état de "dépression collective" des habitants de Gaza et l'absence de perspectives quant à son avenir du fait de l'embargo en vigueur depuis 2006.

**Médecins du Monde demande la levée totale du blocus et appelle les gouvernements européens à faire pression sur le gouvernement israélien afin de permettre le rétablissement d'un réel accès aux soins de la population de la bande de Gaza.**

**Source : Médecins du Monde**

<http://www.medecinsdumonde.org/...>